

Questions orales

[Français]

L'ÉCONOMIE

LA PAPETERIE DE MATANE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, en l'absence du ministre de l'Expansion industrielle régionale, le premier ministre pourrait peut-être répondre à la question que se posent des milliers de Québécois, savoir, quels sont les investissements que fera le gouvernement dans le but de tenter de relancer l'économie au Québec? Rien n'a été annoncé à ce jour pour l'est de Montréal, rien dans la région de Matane pour la papeterie. Seul, il semble, que le pénitencier de Port-Cartier retienne l'attention du gouvernement.

Aussi, je voudrais demander au premier ministre: Quand l'annonce se fera-t-elle relativement à la participation du gouvernement fédéral en ce qui a trait à la papeterie de Matane?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je suis étonné par la question de mon ami parce que je consulte les faits et, depuis les élections, il s'est créé 149 000 nouveaux emplois au Québec, par opposition à 41 000 créés en quatre ou cinq ans par les libéraux. Il y a une moyenne de 6 200 emplois par mois, ce qui est huit fois la moyenne libérale d'emplois créés dans cinq ans. Voilà un progrès tout à fait remarquable au Québec et à travers le Canada.

L'IMPATIENCE DES CITOYENS DE MATANE

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, il est surprenant que le premier ministre refuse de donner des renseignements aux gens de Matane.

Mais moi, je veux lui demander pourquoi les gens de Matane seraient obligés d'attendre plus longtemps une décision au sujet de la papeterie, alors que le gouvernement a précipité une décision de transférer un pénitencier dans la circonscription du premier ministre? Pourquoi les gens de Matane, qui sont juste en face, l'autre côté du Saint-Laurent, devraient-ils attendre eux?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, les gens de Matane doivent savoir que celui qui m'interroge fut membre d'une formation politique, d'un gouvernement qui, pendant 15 ans, a dit non aux gens de Matane. Ils vont savoir que ce sont les libéraux qui ont toujours dit non à l'expansion économique régionale, surtout pour les régions périphériques du Québec, dont Matane. Et les gens de Matane savent que ce gouvernement national va poser des gestes de nature à les favoriser.

[Traduction]

LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

LE RAPPORT DE LA COMMISSION ESTEY—LA FAILLITE DES BANQUES

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre a cité la fin d'une phrase tirée du rapport du juge Estey. Je voudrais lui citer ici le début de cette phrase:

Sauf leur retard à formuler une politique gouvernementale quant à l'utilisation des fonds publics pour renflouer les banques et leur manque d'empressement à fournir aux grandes banques l'évaluation détaillée et complète qu'elles demandaient du portefeuille des prêts...

● (1440)

Le ministre va-t-il admettre que le gouvernement est en partie responsable du fiasco, que les ministres ont en fait tout gâché? Qu'il a fichu en l'air un milliard de dollars?

Des voix: Bravo!**M. Broadbent:** Répondez à cela maintenant, Michael.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Encore une fois, le député ne cite lui-même que ce qui fait son affaire dans le rapport. Le rapport ajoute aussi que la faillite des banques était déjà prévisible à la fin des années 70, car par leurs pratiques malsaines et imprudentes dans le domaine des prêts, les banques se sont trouvées à créer elles-mêmes les problèmes qui les ont finalement menées à la faillite. Le député peut certes le reconnaître en posant sa prochaine question.

L'UTILISATION DE L'ARGENT DES CONTRIBUABLES

M. Simon de Jong (Regina-Est): Encore là, le juge Estey a qualifié le renflouement de bâclé et de mal engagé. Il l'a comparé à un toboggan que le gouvernement aurait lancé sur une pente sans se préoccuper de le guider. C'est en ces termes qu'il critique le renflouement effectué par le gouvernement. Nous admettons que le gouvernement précédent est aussi en faute. Le gouvernement actuel doit certes reconnaître sa part de responsabilité dans la perte de un milliard de dollars de l'argent des contribuables canadiens.

Des voix: Bravo!

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Le rapport est suffisamment éloquent.

M. Broadbent: Sans nul doute.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): J'ai maintes fois signalé les conclusions auxquelles le juge Estey en était arrivé à partir des données qu'il a recueillies au cours de cette enquête. J'ai demandé au député de lire la conclusion qu'il en tire.